



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°29 & 30 – 17 au 28 juillet 2023

Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : Le président Ramaphosa présente un premier bilan du partenariat stratégique entre le gouvernement et les grandes entreprises
- **Afrique du Sud** : Les productions minières et manufacturières surprennent à la hausse au mois de juin
- **Angola** : Les autorités revoient nettement à la baisse leur prévision de croissance pour 2023

Zoom sur le rapport de la BAfD sur la mobilisation du secteur privé en faveur de la croissance verte en Afrique australe (AfDB)

Le rapport annuel de la Banque Africaine de Développement (BAfD), publié le 24 juillet, se focalise sur la mobilisation du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte. Il met notamment en avant les besoins importants de financements privés pour la transition des économies du continent, estimés à 2 700 Mds USD sur la période 2020-2030. Pour la sous-région australe, les besoins atteignent 1 000 Mds USD (dont près des trois quarts pour l'Afrique du Sud et près de 15% pour l'Angola), soit un flux annuel de 90,3 Mds USD.

Le rapport évalue également le coût total de la sortie du charbon et de la transition vers les énergies renouvelables, qui atteint 2 800 Mds USD sur la période 2024-2100, soit plus de 36 Mds USD par an pour le continent. Près de 90% de ses besoins sont situés dans la sous-région australe, alors que, pour rappel, les énergies fossiles comptent pour 80% du mix énergétique sud-africain.

Ces données témoignent du rôle central que doit jouer le secteur privé dans la décarbonation des économies de la sous-région, alors que le secteur public n'est pas en capacité de mobiliser les fonds nécessaires pour atteindre les engagements en matière de climat et notamment les objectifs de diminution des émissions établis (contributions nationales déterminées - CND) – dans un contexte de marasme économique, d'endettement public élevé et de marges de manœuvre budgétaires restreintes. La banque de développement formule donc plusieurs recommandations pour attirer davantage d'investisseurs privés : **i)** développer une stratégie nationale pour la transition des économies, **ii)** éliminer les barrières à l'accès aux financements du secteur privé, **iii)** développer des modèles et produits financiers innovants et soutenir la mise en place de Partenariats Publics Privés (PPP), **iv)** à moyen terme, approfondir les marchés de capitaux et traiter la question de la soutenabilité de la dette **v)** à plus long terme, promouvoir une coordination régionale entre institutions internationales privées et publiques.

Sommaire :

Afrique australe :

- Lancement d'un appel d'offres pour le financement d'une nouvelle ligne de fret ferroviaire transfrontalière entre l'Afrique du Sud et le Botswana

Afrique du Sud :

- Le président Ramaphosa présente un premier bilan du partenariat stratégique entre le gouvernement et les grandes entreprises
- Les productions minières et manufacturières surprennent à la hausse au mois de juin
- Duncan Pieterse est nommé Directeur Général du Trésor sud-africain
- Le FMI et ABSA revoient à la hausse leurs prévisions de croissance
- Retour des taxes antidumping sur la volaille importée en Afrique du Sud
- Le DMRE publie la liste des entreprises candidates dans le cadre de l'appel d'offres pour le développement de capacités de stockage

Angola :

- Les autorités revoient nettement à la baisse leur prévision de croissance pour 2023
- L'exécutif suspend les projets dont le niveau d'exécution est inférieur à 80

Malawi :

- Le FMI présente la première revue dans le cadre de son programme SMP

Mozambique :

- Gemfields annonce un nouvel investissement dans le secteur minier

🌐 Afrique australe

Lancement d'un appel d'offres pour le financement d'une nouvelle ligne de fret ferroviaire transfrontalière entre l'Afrique du Sud et le Botswana (*Botswana Railways*)

Transnet Freight Rail (opérateur public sud-africain en charge de la gestion du réseau ferroviaire et des activités de fret) et *Botswana Railways* (compagnie nationale des chemins de fer botswanais), ont publié, le 14 juillet 2023, un appel d'offres pour le financement et le développement d'un axe transfrontalier dédié au transport de minerais, principalement de charbon. Le projet, qui devrait mobiliser 230 M USD, vise à la construction d'une ligne de 113 km entre Mmamabula (Botswana) et Lephalale (Afrique du Sud) avec une capacité annuelle prévue de 24 M de tonnes de marchandises (soit près de 15% du volume total de fret transporté par Transnet sur l'exercice 2022). Cette liaison sera connectée aux voies existantes, menant aux principaux terminaux portuaires d'exportation miniers de la région (Richards Bay et Maputo), qui devraient également bénéficier de travaux de modernisation. Elle devrait permettre de renforcer l'efficacité de la chaîne logistique, alors que les flux de marchandises entre les deux pays transitent aujourd'hui principalement par voie routière (75% des importations du Botswana). A noter que la gestion opérationnelle de ce nouveau corridor sera assurée par les deux entreprises publiques, via un partenariat public-privé.

🌐 Afrique du Sud

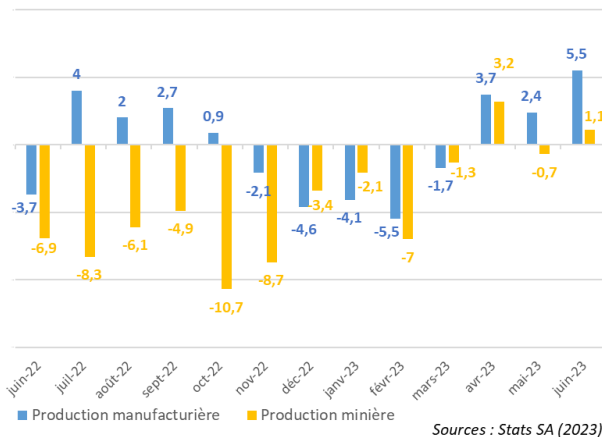
Le président Ramaphosa présente un premier bilan du partenariat stratégique entre le gouvernement et les grandes entreprises (*Gov.za*)

Le Président Ramaphosa et plusieurs représentants du secteur privé se sont réunis, le 1^{er} août, pour faire un premier bilan sur le partenariat lancé deux mois auparavant, visant à restaurer la confiance dans l'économie. Pour rappel, trois comités associant les grandes entreprises sud-africaines et le secteur public avaient été mis en place, sur les thématiques de l'énergie, le transport/logistique, ainsi que la lutte contre la criminalité et la corruption. Le communiqué de la Présidence reprend notamment plusieurs annonces. Sur le secteur de l'énergie, une des priorités est d'achever la mise en place de la *National Transmission Company* alors que le régulateur national Nersa a approuvé l'une des trois licences requises pour la création de l'entité dans le cadre du dégroupage de l'électricien public Eskom – les licences de distribution et d'import/export sont toujours en attente. Par ailleurs, le Ministère du Commerce et de l'Industrie (DTIC) a annoncé le lancement du guichet *Energy One Stop Shop* visant à centraliser et accélérer les processus d'obtention d'autorisation pour les producteurs indépendants d'énergie renouvelables (IPP) – 12 procédures distinctes à ce jour. Le dispositif, géré par *InvestSA*, sera mis en place progressivement : dans un premier temps, une plateforme en ligne a été ouverte pour permettre aux porteurs de projets de s'inscrire. Dans le domaine de la logistique, un plan d'action détaillé devrait être adopté d'ici la fin de septembre 2023 par le gouvernement, sans plus de précisions à ce stade. Enfin, en matière de lutte contre la criminalité et la corruption, plusieurs initiatives sont en cours de déploiement à l'instar de la mise en place d'un organe de coordination indépendant, *Business Against Crime South Africa* (BACSA) pour faciliter la collaboration entre les

services juridiques sud-africains, les entreprises publiques et privées et le gouvernement.

Les productions minières et manufacturières surprennent à la hausse au

Evolution des productions minière et manufacturière en % (glissement annuel)



mois de juin (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a progressé de 5,5% au mois de juin, en glissement annuel, après 2,4% le mois précédent. Il s'agit donc de la troisième hausse consécutive de l'indicateur et de sa progression la plus marquée depuis juin 2021. Le secteur a notamment été porté par l'industrie sidérurgique (+7,5% soit une contribution positive de 1,6 point), automobile (+17,5% soit +1,8 point) et agroalimentaire (+5,8% soit 1,3 point). Globalement, cette bonne performance s'explique notamment par une atténuation des délestages électriques sur la période. La production minière a également progressé au mois de juin, mais à un rythme inférieur (+1,1%, après une contraction de 0,7% le mois précédent). Cette évolution a toutefois surpris les observateurs, qui anticipaient une hausse inférieure (consensus aux alentours des +0,3%). Elle traduit les bons résultats du secteur aurifère (+28,5 %, soit une contribution positive de 3,6 points) et des métaux du groupe platine (+11,1% soit +2,5 points). En revanche, la production de la majorité des segments continue de se contracter, notamment le diamant (-41 %,

soit une contribution négative de 1,8 point), le minerai de fer (-18%, soit -2,4 points) et le cuivre (-32%, soit -0,3 point) – dans un contexte toujours marqué par les difficultés logistiques et d'approvisionnement en électricité.

Duncan Pieterse est nommé Directeur Général du Trésor sud-africain (NT)

Le 10 août, le conseil des ministres a approuvé la nomination de M. Duncan Pieterse comme Directeur Général (DG) du Trésor sud-africain (*National Treasury*). A noter que, suite au départ de M. Mogajane en juin 2022, la position était occupée par un Directeur Général par intérim, M. Ismail Momoniat. M. Pieterse est diplômé de l'Université du Cap (*Bachelor of Science* et Doctorat en économie), de Hambourg (Master d'étude européennes) et de Harvard (Master en Affaires Publiques). Il a rejoint le Trésor sud-africain en 2013 et a occupé plusieurs fonctions de directeur dans les départements microéconomie puis politique économique, avant de prendre la direction de la division « *assets and liabilities* » en novembre 2021. Il s'est notamment fait remarquer dans sa gestion de la reprise de la dette d'Eskom par le gouvernement, annoncée lors du budget présenté en février 2023. Il a démontré une approche prudente de la gestion de la dette sud-africaine, avec une volonté de maintenir la maturité particulièrement longue de l'endettement public (supérieur à 12 ans). L'annonce a été reçue positivement par le Ministre des Finances, M. Enoch Gondwanga et par de nombreux représentants du secteur privé : le nouveau DG est en effet vu comme compétent, expérimenté et crédible pour cette fonction.

Le FMI et ABSA revoient à la hausse leurs prévisions de croissance (FMI, *Business Day*)

Le 25 juillet, le FMI a publié une mise à jour de son *World Economic Outlook*, actualisant les prévisions de croissance de plusieurs grandes économies développées et émergentes. Dans le cadre de cet exercice, l'institution financière internationale a revu à la hausse ses prévisions pour l'Afrique du Sud, à 0,3% pour 2023 (contre

0,1% anticipé en octobre 2022) – en lien notamment avec la bonne tenue du secteur des services au premier trimestre 2024. Le 7 août, la banque commerciale sud-africaine ABSA a publié un rapport de recherche économique dans lequel elle a également réhaussé ses perspectives pour l'économie domestique: elle table désormais sur une progression du PIB de 0,7% en 2023, soit 0,4 point de plus que ce qui avait été préalablement anticipé. Ces annonces traduisent notamment une meilleure résilience du secteur privé face à la crise énergétique. Elles pourraient aussi s'expliquer par les premiers effets du déploiement des capacités d'auto-génération par le secteur privé (industrie minière notamment), qui s'est nettement accéléré depuis la simplification du cadre réglementaire en 2022 (levé du plafond des 100 MW). A noter enfin que la banque ABSA a aussi attiré l'attention sur la dégradation des finances publiques, en lien avec les mauvaises performances de collecte des recettes fiscales, notamment celles provenant des entreprises (recul de 22,5% comparativement à la même période l'année précédente), et un risque de dérapage des dépenses publiques: renflouements des entreprises publiques (*Post Office*) qui pourraient être plus importants qu'anticipés, mise en place du *National Health Insurance Bill*, etc. D'après ABSA, le déficit devrait ainsi atteindre 6,6% du PIB sur l'exercice 2023/2024, en prenant en compte le renflouement d'Eskom.

Retour des taxes antidumping sur la volaille importée en Afrique du Sud (gov.za)

La *Trade Administration Commission of South Africa* a annoncé réintroduire des droits antidumping sur les poulets importés en Afrique du Sud en provenance du Brésil, du Danemark, de l'Irlande, de la Pologne et de l'Espagne. Cette décision fait suite à la suspension, il y a un an, de cette mesure par le ministre du commerce et de l'industrie, Mr Patel, compte tenu de la l'accélération des pressions inflationnistes sur les denrées alimentaires et de son impact significatif sur les ménages les plus vulnérables – alors que le

poulet est la principale source de protéine dans le pays. La réimposition de cette mesure de sauvegarde entend favoriser la compétitivité de l'industrie locale de la volaille (qui ne couvre toutefois que les deux tiers des besoins du marché), en imposant une taxe (qui s'ajoute aux droits d'importation en vigueur) sur les produits des entreprises étrangères exportant vers l'Afrique du Sud. Le montant de la taxe, qui varie en fonction des entreprises, peut atteindre de 3%, jusqu'à 265%. L'impact sur les prix est encore incertain mais, d'après l'association des producteurs sud-africain (*SA Poultry Association*), il devrait être limité, avec une hausse maximum anticipée de 4,5%. A noter que la mesure pourrait toutefois être à nouveau suspendue si l'augmentation des prix est trop importante. Si le Brésil devrait principalement être touché par cette mesure (le pays représentant près de 50% des parts de marché des poulets surgelés importés en Afrique du Sud), elle semble avoir des conséquences plus limitées pour l'Irlande et les Pays-Bas, dont les volumes sont particulièrement faibles. A noter que, dès 2020, l'Union Européenne avait jugé ces taxes illégales et économiquement injustifiées, et avait contesté la mesure devant un panel d'arbitrage de l'OMC, qui avait statué en sa faveur en août 2022.

Le DMRE publie la liste des entreprises candidates dans le cadre de l'appel d'offres pour le développement de capacités de stockage (*IPP-storage*)

Le 8 août, le Ministère des Ressources Minérales et de l'Énergie (DMRE) a publié la liste des offres des producteurs indépendants d'énergies, reçues dans le cadre de l'appel d'offres pour le développement de 513 MW de capacités de stockage par batterie - publié en mars 2023 et ouvert jusqu'au 5 juillet 2023. Conformément aux spécifications initiales, établies par l'électricien public Eskom, les batteries devront être installées dans cinq sous-stations, situées dans la province du *Northern Cape*: Aggeneis (77 MW), Ferrum (103 MW), Garona (153 MW), Mookodi (77 MW) et Nieuwehoop (103 MW). Au total, dix-sept offres ont été déposées, dont trois

du groupe français EDF - pour les sous-stations d'Aggeneis, Mookodi et de Nieuwehoop. Le DMRE n'a pas donné plus d'indication sur la date d'octroi du contrat. Pour rappel, le développement des capacités de stockage apparaît stratégique pour désengorger le réseau de transmission d'Eskom, première entrave au développement des énergies renouvelables dans le pays.

Angola

Les autorités revoient nettement à la baisse leur prévision de croissance pour 2023
(Agonoticias)

Dans le cadre de la révision de la programmation macroéconomique de l'exécutif pour 2023, les autorités angolaises ont annoncé une prévision de croissance du PIB de 1,1 % pour 2023, contre 3,6 % prévus initialement. Les réserves internationales s'élèveront à 13,9 Mds USD soit 7 mois d'importation de biens et de services. Il est souligné que des risques élevés pèsent encore sur les performances de l'économie, en raison de la situation géopolitique actuelle, de la réduction de la production pétrolière, de la retenue des dépenses d'investissement et de l'augmentation du service de la dette à la suite de la dépréciation de la devise locale face à l'USD (kwanza). D'autre part, le Plan National de Développement (PDN) 2023-2027 a été finalisé au niveau technique et devrait être examiné par les comités spécialisés du Conseil des Ministres dans le courant de ce mois (la parution du PDN avait été annoncée pour fin mars 2023). Il s'agit d'un instrument qui vise à préparer la mise en œuvre des programmes du gouvernement au cours des quatre prochaines années.

L'exécutif suspend les projets dont le niveau d'exécution est inférieur à 80% (Agonoticias)

L'exécutif a décidé de suspendre jusqu'à la fin de l'année tous les projets d'investissement publics financés par les ressources ordinaires du Trésor dont le niveau d'exécution physique est inférieur à 80 %. Pour le reste de l'année, les autorités vont ainsi se concentrer sur les projets sur le point d'être achevés. Toutefois, les dépenses du budget 2023, qui sont garanties à 100 % par un financement interne ou externe, ne seront pas touchées par la mesure. Jusqu'à la fin de cette année, l'exécution d'un ensemble de dépenses seront suspendues, tandis que d'autres, considérées comme essentielles, seront protégées, de manière à assurer les "engagements élémentaires" de l'État et à permettre le fonctionnement des organes de l'administration centrale et locale. La mesure a pour objectif d'adapter la trajectoire des dépenses publiques au contexte actuel de collecte des recettes, d'assurer la viabilité de la dette publique et d'inverser le déficit budgétaire. Elle permet également d'éviter de procéder à une révision du budget 2023, sachant que la préparation du budget 2024 a déjà commencé.

Malawi

Le FMI présente la première revue dans le cadre de son programme SMP (FMI)

Le 28 juillet, le conseil d'administration du FMI a approuvé la première revue du programme SMP (Staff Monitored Programme), programme d'appui et d'assistance aux autorités malawites, sans financement, mis en place en novembre 2022 – en complément d'un financement d'urgence de 88 MUSD (Rapid Credit Facility). Le rapport confirme les difficultés de l'économie malawite et met en avant une dégradation du cadre macroéconomique, en raison notamment

de l'impact de chocs externes : le cyclone Freddy (février 2023), les reperçussions du conflit en Ukraine et l'épidémie de choléra qui frappe le pays depuis plus d'un an. La croissance a donc été atone en 2022 (0,8% après 4,6% en 2021) et les perspectives revues à la baisse : le Fonds table désormais sur une progression de l'activité de 1,7% en 2023, soit 0,7% de moins que préalablement estimé. La situation des finances publiques s'est également significativement dégradée : le déficit public devrait ainsi atteindre 11,8% du PIB sur l'exercice 2022/2023, soit 2,8 points de plus qu'anticipé à la mise en place du programme. Enfin, le Malawi fait face à des pressions inflationnistes particulièrement élevées, qui continuent de s'accroître (+20,8% en moyenne en 2022 et 22,7% estimés en 2023). A ce stade, les objectifs fixés dans le programme sont loin d'être atteints (9 indicateurs sur 16 non tenus). L'évolution défavorable de la situation pourrait donc retarder la restructuration de la dette (à ce stade, jugée insoutenable par le FMI), ainsi que la mise en place d'un programme de financement du fonds (Facilité élargie de crédit - ECF). Le rapport attire toutefois l'attention sur plusieurs avancées dans la mise en place de réformes et un véritable engagement des autorités malawites (rationalisation des dépenses publiques, meilleure communication avec les équipes du FMI, etc.).

Mozambique

Gemfields annonce un nouvel investissement dans le secteur minier (Gemfield)

Le 7 août, l'entreprise minière britannique Gemfields a annoncé que sa filiale *Montepuez Ruby Mining* (MRM), a conclu un contrat avec le groupe sud-africain d'ingénierie Consulmet, pour la construction de nouvelles infrastructures de traitement des pierres précieuses dans sa mine de rubis de Montepuez. Située dans la province du Cabo Delgado, au nord du pays, la mine aurait extrait près de la moitié des rubis de qualité vendus dans le monde en 2022. Ce projet vise à tripler la capacité de traitement des pierres précieuses sur le site et mobilisera environ 70 M USD. Il devrait être opérationnel au premier semestre 2025. L'investissement de Gemfields confirme le potentiel minier de cette région, alors que le Mozambique s'inscrit également comme le premier producteur africain de graphite.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

4

	Taux de change au 10/08/2023	Evolution des taux de change USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,90 ZAR	-2,6%	-0,3%	-14,2%	-10,1%
Angola	824,9 AOA	0,0%	0,0%	-48,6%	-38,9%
Botswana	13,3 BWP	-1,5%	0,2%	-7,4%	-5,0%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	19,0 ZMW	0,5%	-5,1%	-15,3%	-4,9%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Marie DESJEUX et Antoine WILLENBUCHER

Revu par Pierre FINOT, Antoine

WILLENBUCHER et Bertrand Furno

Pour s'abonner :

[s'inscrire ici](#)



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité